

# François Ascher

Les nouveaux principes de l'urbanisme

*suivi de*

Lexique de la ville plurielle



Extrait de la publication

**l'aube**  
*poche*





LES NOUVEAUX PRINCIPES DE L'URBANISME  
*suivi de*  
LEXIQUE DE LA VILLE PLURIELLE

La collection *l'Aube poche essai*  
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2010  
[www.aube.lu](http://www.aube.lu)

ISBN 978-2-8159-0093-5

Extrait de la publication

François Ascher

Les nouveaux principes  
de l'urbanisme

*suivi de*

Lexique de la ville plurielle

*éditions de l'aube*

Extrait de la publication

Du même auteur :

Chez le même éditeur

*La République contre la ville. Essai sur l'avenir de la France urbaine*, 1998

*La Société hypermoderne. Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*, 2001, 2005

*Examen clinique. Journal d'un hypermoderne*, 2007

*L'Âge des métapoles*, 2009

Chez Odile Jacob

*Métapolis, ou l'avenir des villes*, 1995

*Le Mangeur hypermoderne. Une figure de l'individu éclectique*, 2005

*La Société évoluée, la politique aussi*, 2007

En collaboration

*Modernité: la nouvelle carte du temps* (codir.), l'Aube, 2003

*Modernité: les sens du mouvement* (codir.), Belin, 2004

*La rue est à nous... tous* (codir.), Au diable vauvert, 2007

**Les nouveaux principes  
de l'urbanisme**





## Introduction

La société contemporaine se transforme vite et, emportés par cette évolution, nous mesurons parfois mal combien ont changé, en très peu de temps, les objets dont nous nous servons, les manières dont nous agissons, les façons dont nous travaillons, nos relations familiales, nos loisirs, nos mobilités, les villes où nous vivons, le monde qui nous environne, nos connaissances, nos espoirs, nos craintes...

Dans le domaine de l'urbanisme, nous percevons d'autant plus difficilement les changements que le cadre bâti évolue lui-même relativement lentement et que les constructions neuves réalisées chaque année représentent moins d'un pour cent du parc existant. De plus, nous sommes particulièrement attachés aux lieux les plus anciens et nous avons souvent le sentiment qu'ils offrent plus d'urbanité que ceux que la société produit aujourd'hui. De fait, nous sommes inquiets des formes que prennent les

villes et des risques de toutes sortes qu'elles semblent engendrer, socialement et environnementalement.

Toutefois, beaucoup d'indices et d'analyses laissent à penser que les transformations de notre société en général et des villes en particulier n'en sont qu'à leurs débuts. Les sociétés occidentales sont en effet en mutation et entrent dans une nouvelle phase de la modernité qui voit évoluer profondément les manières de penser et d'agir, les sciences et les techniques, les relations sociales, l'économie, les inégalités sociales, les formes de la démocratie. Ces mutations impliquent et rendent nécessaires des changements importants dans la conception, la production et la gestion des villes et des territoires ; elles mettent à l'ordre du jour une nouvelle révolution moderne urbaine, la troisième après celle de la ville classique et celle de la ville industrielle.

La société doit donc se doter d'instruments nouveaux pour essayer de maîtriser cette révolution urbaine, d'en tirer parti, d'en limiter les dégâts éventuels. Cela nécessite en particulier un nouvel urbanisme, en phase avec les enjeux et les manières de penser et de faire de cette troisième modernité.

L'objet de ce livre est de contribuer à l'explicitation des défis majeurs auquel est confronté ce nouvel urbanisme, et à la formulation de quelques principes sur lesquels il pourrait être conçu.

Dans une première partie, nous mettrons en évidence les liens structurels qui articulent les villes et les sociétés modernes, les révolutions urbaines et les types d'urbanisme qu'elles ont engendrés lors des deux premières phases de la modernité. Dans les deuxième et troisième parties, nous analyserons les principaux caractères de la nouvelle modernité qui s'esquisse, et les traits majeurs de la révolution urbaine qu'elle provoque et sur laquelle elle s'appuie. Enfin, nous exposerons dans la quatrième partie, deux enjeux majeurs et nous esquisserons quelques principes à développer pour essayer d'y répondre.



## Urbanisation et modernisation

### Ville et société : une corrélation étroite

On peut définir les villes comme des regroupements de populations ne produisant pas elles-mêmes leurs moyens de subsistance alimentaire. L'existence des villes suppose donc, dès leur origine, une division technique, sociale et spatiale de la production, et implique des échanges de natures diverses entre ceux qui produisent les biens de subsistance et ceux qui produisent des biens manufacturés (artisans), des biens symboliques (les prêtres, les artistes, etc.), le pouvoir et la protection (les guerriers). La dynamique de l'urbanisation est liée au potentiel d'interactions qu'offrent les villes, à leur « urbanité », c'est-à-dire à la puissance multi-forme qu'engendre le regroupement de grandes quantités de populations dans un même lieu.

La croissance des villes a été corrélée tout au long de l'histoire avec le développement des moyens de transport et de stockage des biens nécessaires pour approvisionner des quantités de populations de plus en plus importantes, quelles que soient les saisons. Elle a été également corrélée avec les techniques de transport et de stockage des informations nécessaires à l'organisation de la division du travail et des échanges, comme en atteste la naissance conjointe de l'écriture et de la comptabilité. Enfin, la taille des villes a dépendu des moyens de transport et de « stockage » des personnes, en particulier des techniques de construction en hauteur, de gestion urbaine des flux et des approvisionnements (voiries, égouts, eau, etc.), ainsi que des exigences de protection et de contrôle.

L'histoire des villes a été ainsi rythmée par l'histoire des techniques de transport et de stockage des biens (b), des informations (i) et des personnes (p). Ce système des mobilités, que nous appelons « système bip », est au cœur des dynamiques urbaines, de l'écriture à Internet, en passant par la roue, l'imprimerie, le chemin de fer, le télégraphe, le béton armé, l'appertisation, la pasteurisation et la réfrigération, le tramway, l'ascenseur, le téléphone, l'automobile, la radiophonie, etc. L'extension horizontale et verticale des villes a été rendue possible par l'invention et la mise en œuvre de ces techniques.

Les formes des villes, qu'elles aient été pensées spécifiquement ou qu'elles aient résulté plus ou moins spontanément de dynamiques diverses, cristallisent et reflètent les logiques des sociétés qu'elles abritent. Ainsi, la conception des villes antiques exprimait plus particulièrement les préceptes religieux et militaires qui constituaient les « justifications » premières des villes et des groupes sociaux qui les habitaient. Dans un monde peu sûr, les villes médiévales s'étaient retranchées derrière des murailles et s'étaient organisées par corporations autour de la place du marché, des beffrois et des clochers, exprimant spatialement dans une très grande imbrication les solidarités et dépendances qui caractérisaient les populations citadines au sein des sociétés féodales. Puis, le développement des sociétés modernes a progressivement imprimé de nouvelles logiques à la conception et au fonctionnement des villes.

Agir aujourd'hui sur l'urbanisme nécessite donc une compréhension fine des logiques à l'œuvre dans la société contemporaine.

## **Les évolutions de longue durée de la société moderne**

Il est d'usage de caractériser les sociétés occidentales contemporaines par le qualificatif de



« moderne » pour les distinguer à la fois d'un passé plus ou moins lointain, et d'autres sociétés fonctionnant sur des registres différents. Mais cette notion est assez floue et d'un usage mal commode, voire ambigu. Ainsi, il est difficile de dater l'avènement des « temps modernes » qui se sont installés progressivement et différemment dans les divers pays de l'Ouest européen, puis en Amérique. La notion de modernité a aussi été utilisée dans des contextes et dans des perspectives qui la rendent parfois suspecte d'abriter un projet hégémonique de l'Occident, ou coupable de porter des ambitions trop étroitement fonctionnalistes dont on a éprouvé les dégâts, notamment dans l'urbanisme.

De fait, il est plus juste de parler de « modernisation », car la modernité n'est pas un état, mais un processus de transformation de la société. On pourrait même dire que ce qui différencie les sociétés modernes des autres sociétés, c'est que le changement est leur principe essentiel. Certes, beaucoup d'autres sociétés ont connu et connaissent des évolutions ; elles ont des histoires ; mais elles ne s'organisent pas en mettant au cœur de leur dynamique de fonctionnement, le changement, le progrès, le projet. Bien au contraire, c'est la tradition qui constitue leur principe essentiel, et la référence au passé qui fonde généralement leurs représentations de l'avenir.

### *Les composantes de la modernisation*

La modernisation est un processus qui a émergé bien avant les temps que l'on qualifie de modernes. Il résulte de l'interaction de trois dynamiques socio-anthropologiques dont on trouve des traces dans diverses sociétés, mais qui, en entrant en résonance en Europe au cours du Moyen Âge, ont produit les sociétés modernes : l'individualisation, la rationalisation et la différenciation sociale.

On peut définir l'individualisation d'abord comme la représentation du monde non à partir du groupe auquel appartient l'individu, mais à partir de sa personne propre. L'usage dans le parler du « je » à la place du « nous », ou encore l'invention de la perspective, qui se sont imposés progressivement à la fin de Moyen Âge, illustrent parfaitement ce processus d'individualisation. On parle également d'individuation, pour exprimer les logiques d'appropriation et de maîtrise individuelles qui ont progressivement pris le pas sur les logiques collectives. Ainsi, les sociétés modernes séparent et rassemblent des individus et non des groupes.

La rationalisation consiste en un remplacement progressif de la tradition par la raison dans la détermination des actes. La répétition fait place aux choix. Ceux-ci supposent des préférences et des projets, individuels et collectifs ; ils utilisent

les connaissances issues de l'expérience, les savoirs scientifiques, et mobilisent des techniques. La rationalisation est une forme de « désenchantement du monde », car elle impute aux actions humaines et aux lois naturelles ce qui était autrefois attribué aux dieux.

La différenciation sociale est un processus de diversification des fonctions des groupes et des individus au sein d'une même société. Elle est largement animée par le développement de la division technique et sociale du travail qui résulte elle-même de la dynamique de l'économie marchande. La différenciation produit de la diversité et des inégalités entre des groupes et des individus, et engendre une société de plus en plus complexe.

Ces trois processus s'alimentent réciproquement et produisent des sociétés de plus en plus différenciées, formées par des individus à la fois plus semblables et plus singuliers, aux choix plus complexes.

Certes, individualisation, rationalisation et différenciation ne sont pas en tant que telles, propres à la modernité ; mais c'est leur combinaison qui, dans des circonstances historiques particulières, a enclenché la dynamique de la modernisation, comme une bifurcation dans laquelle s'est engagé le « monde occidental » aux alentours de l'an 1000. Aucune société auparavant n'avait connu cette

conjonction et n'était entrée dans cette spirale de « développement » spécifique de la modernité.

### *Les premières phases de la modernisation*

Si la modernité n'est pas un état, la modernisation n'est pas non plus un processus continu et il est possible de distinguer trois grandes phases.

La première phase recouvre à peu près la période qualifiée habituellement de Temps modernes et court de la fin du Moyen Âge au début de la révolution industrielle. Elle voit se transformer la pensée et la place de la religion dans la société, s'émanciper le politique et émerger l'État-nation, se développer les sciences, et se répandre progressivement le capitalisme marchand puis manufacturier. On peut qualifier cette phase de « première » ou « haute modernité ».

La seconde phase est celle de la révolution industrielle, qui voit la production des biens et des services basculer pour une très large part sous la dépendance des logiques capitalistes, la pensée technique prendre une place centrale dans la société, et se constituer les États-Providence. C'est la « seconde » ou « moyenne modernité ».

À chacune de ces époques, ont correspondu des modes de pensée et de création, des acteurs dominants et des conceptions du pouvoir, des représentations de la société, des critères d'efficacité,